

a compris que l'information est le souffle et le sang des démocraties, leur oxygène, quoi.

Alors, voyons un peu quelle sera sa prochaine victime.

3

Lorsque la Bosnie est tombée dans l'escarcelle de Globocop, il n'y avait pas de doute possible : le tour du Kosovo viendrait bientôt. Quiconque s'intéressait aux affaires yougoslaves n'avait aucun doute là-dessus.

Maintenant, il est assez clair que la Macédoine, où les Américains font déjà la loi, à qui ils ont tout simplement interdit de fermer sa frontière, d'où partent et où rentrent leurs commandos, et dont les réfugiés albanais ont fait une espèce de Kosovo numéro deux, sera appelée à devenir l'une des têtes de pont turques en Europe et tant pis pour elle si elle manque d'enthousiasme.

Il semble que la Grèce aussi court des dangers, non seulement à cause de ses relations tendues avec la Turquie, que les États-Unis favoriseront toujours, mais parce qu'elle possède, avec Salonique, le plus grand port de la région, et que, étant orthodoxe et proserbe, il sera facile de lui chercher querelle. Qui voudrait défendre la Grèce ? Lord Byron est mort depuis longtemps et Victor Hugo n'est plus là pour s'attendrir sur l'enfant grec qui ne veut pour cadeau que « de la poudre et des balles ».

Mais tout ça, c'est les Balkans, et le citoyen français ne s'y intéresse guère.

La situation est passablement explosive au Proche-Orient, et, selon les nécessités de la politique, les Américains pourraient décider de diaboliser et de laisser détruire Israël (éventualité, à vrai dire, peu vraisemblable) ou d'écraser une fois

de plus le Liban, mais cela a déjà été fait et personne n'a bougé, parce que le Liban, c'est loin.

Bien sûr, diverses parties de la Russie pourraient servir aussi à des démonstrations de force, mais, d'une part, il faudra tout de même faire attention aux vingt-huit mille charges nucléaires russes qui, un jour ou l'autre, pourraient bien partir toutes seules, et d'autre part, la Russie aussi, c'est loin, et, nous sommes tous pareils, le danger ne nous inquiète vraiment que quand il est à notre porte.

Or, il pourrait bien s'y trouver plus tôt que nous ne le pensons.

La politique d'immigration de la France a été si incohérente et la fécondité des immigrés si forte que rien ne nous empêche d'imaginer le moment où telle ou telle région de France connaîtra le sort démographique du Kosovo. Alors la majorité des immigrants musulmans commencera à brimer les autochtones chrétiens ou déchristianisés, parce que c'est humain d'être inhumain ; puis les intellectuels commenceront à discourir sur le droit du sol et le droit du sang ; puis les autochtones commenceront à en avoir assez d'être terrorisés et s'exileront volontairement en vendant leurs biens aux immigrants ; puis les immigrants chercheront à pousser dehors ceux qui resteront, et enfin ils réclameront l'autonomie avant de proclamer leur indépendance.

Nous ne sommes pas en train de faire de la politique-fiction : il ne manque pas d'incidents sanglants, en province et dans les banlieues, pour nous faire prendre conscience de la situation, si seulement nous renoncions à la politique de l'autruche. N'oublions pas que, selon Nazimi Arifi, « la présence des musulmans en Europe est devenue une chose tout à fait normale. Dans dix ans, un Européen sur deux sera musulman. »

Même en supposant qu'il y ait là une légère exagération, il existe déjà en Grande-Bretagne un parlement musulman, qui réclame l'application aux musulmans des lois musul-

manes et non pas celles du Royaume-Uni. Il a siégé pour la première fois le 4 janvier 1992, en présence de cent cinquante-cinq MMP (*Members of Muslim Parliament*) et proclamé : « Nous sommes avant tout un "système politique" dans toute l'acception de ce terme... Qu'il soit bien clair que les musulmans contesteront et si nécessaire transgresseront toute politique publique ou législation que nous considérons comme hostile à nos intérêts. »

En France, sous prétexte d'un nombre insuffisant d'abattoirs conformes à la loi musulmane, l'abattage des animaux de boucherie est pratiqué par les musulmans en accord avec leurs usages et non pas avec les lois françaises ou européennes. Les mosquées pullulent. L'excision des femmes et la polygamie sont pratiquées en France par des musulmans dont certains ont la citoyenneté française. Le port du voile par les petites filles a causé l'émoi que l'on sait. Il apparaît assez clairement que l'État laïque qui a si bien su restreindre l'Église catholique se trouve sans réaction devant l'islam.

« Si l'Europe est moralement et politiquement désarmée face à l'islamisation démographique qui se développe sur son sol, c'est également parce que, depuis 1945, la culture moderne anglo-saxonne véhiculée par l'industrie audiovisuelle américaine inculque à la jeunesse européenne une idéologie hédoniste planétaire qui détruit et diabolise tout sentiment patriotique » (Alexandre del Valle).

Nous essayons de ne pas voir à quel point certaines de nos banlieues sont déjà devenues des enclaves islamiques, mais il n'est pas exclu du tout qu'un « front de libération », récupérant les énergies qui y sont éparses et dont nous ne faisons rien, ne commence à y commettre des actions terroristes. D'autant plus qu'une certaine inspiration, qui ne manque pas de noblesse, y présidera : « Je rejette le socialisme, le communisme, la démocratie et la dictature, ces fientes parmi les immondices de l'esprit humain. Je ne vois

qu'une seule solution ; l'islam », déclare M. Ali Ben Hadj, professeur d'arabe et imam. On n'est plus très loin de Khalil ibn al-Walid qui, en 633, écrivait magnifiquement aux chefs perses : « Je viendrai contre vous avec des hommes qui aiment la mort autant que vous le vin. »

Qui niera que de telles éventualités soient au moins possibles, sinon peut-être même probables ?

Dans ce cas, que fera le gouvernement français ? Cédéra-t-il immédiatement sur tous les points et amputera-t-il docilement le territoire français de la portion réclamée, quelques trésors historiques qu'elle puisse contenir ?

Vraisemblablement, il décidera plutôt de maintenir l'ordre, n'y mettra pas aussitôt les moyens nécessaires, autant par économie que par démagogie, et, quand la police aura été débordée, il enverra l'armée. Et l'engrenage de la guerre révolutionnaire se sera mis en marche sans qu'on s'en soit aperçu : d'un côté, propagande, collectes de fonds, intimidation, extermination des « collaborateurs », terrorisme ; de l'autre, couvre-feu, bouclages, ratissages, interrogatoires, camps de prisonniers, camps de triage, peut-être camps de concentration (les Anglais en avaient bien pour les Boers, et les Américains pour les Japonais, et certains de nos camps en Algérie méritaient largement cette appellation), loi martiale avec toutes ses conséquences.

Sommes-nous certains de ne pas céder à la tentation de la violence, qui, en plus, ne pourra pas ne pas se teinter d'intolérance religieuse et de racisme ?

Et si nous cherchons à aménager des places fortes islamiques pour les uns et non islamiques pour les autres, bref à répartir les territoires de façon plus ou moins rationnelle, sommes-nous sûrs qu'on ne nous accusera pas de pratiquer la purification ethnique ?

Et si, vers cette époque, pour quelque raison géostratégique – il serait facile d'en imaginer – les États-Unis trouvent commode de déployer des forces militaires en France, ne

s'empareront-ils pas de ce prétexte pour nous imposer leur volonté avec l'appui de l'opinion mondiale qu'ils désinformeront systématiquement ?

Et nous, trouverons-nous le courage de leur résister ainsi que l'ont fait les Serbes, ou nous coucherons-nous devant eux une fois de plus ?

Songeons en tout cas que, ce jour-là, nous ne serons plus « la cible » de l'opération de désinformation, mais son « support », et que ce n'est pas là une situation enviable, comme les Serbes viennent de l'éprouver à leurs dépens.

REMERCIEMENTS

L'auteur remercie de l'aide qu'ont bien voulu lui apporter, à divers titres, Mmes Florence de Baudus, Lydwine Helly, Catherine de Léobardy, et MM. Christian Combaz, Slobodan Despot, Vladimir Dimitrijevic, Gilles Galliez, Franz-Olivier Giesbert, Maurice Livernault, le général Gallois, ainsi que Louis Dalmas et son bulletin *Balkans Info*.